PSU Jean-Marie FAIVRE PSU PSU Jean-Marie FAIVRE PSU PSU

Tout en admettant volontiers les objectifs de la gauche, on estime souvent qu'ils ne tiennent pas compte des réalités, et qu'il serait impossible de les mettre en œuvre. Il faut d'ailleurs reconnaître que les partis de gauche ont l'habitude d'aligner des revendications si nombreuses, et à l'occasion si contradictoires, qu'il devient difficile de croire qu'une fois au pouvoir, ces partis puissent tenir leurs promesses.

A l'opposé, les partis de droite et parmi eux l'U.N.R., veulent passer pour des partis sérieux, qui tiennent compte de ce qui est possible. En réalité, leur seul programme est de « laisser aller les choses comme elles vont », de laisser jouer les mécanismes du capitalisme. Ainsi, ce que le gouvernement appelle planification, n'est que la prévision de ce qui va de toute manière se passer, alors qu'elle devrait être l'organisation dans un sens voulu et choisi, du développement de l'économie.

Le P.S.U., Parti Socialiste Unifié, veut la victoire commune de la gauche, et c'est dans ce but qu'il a passé des accords avec le P.C. et la F.G.D.S. Mais il veut faire la preuve qu'une majorité est possible sur un programme de gauche, si la gauche sait se renouveler et ouvrir son programme au monde moderne, si elle montre que ce programme est applicable, et que, dès maintenant, on peut orienter l'économie dans un sens favorable aux travailleurs.

Le P.S.U. sait que tout n'est pas possible tout de suite, et il le dit. Mais il dit également que tout de suite il y a des mesures à prendre qui montreront dans quel camp se trouvera le prochain gouvernement.

Ou bien ce gouvernement prétendra que tout continue d'aller bien, et maintiendra l'actuelle injustice fiscale, ne fera rien de plus pour le logement, laissera se développer le chômage en même temps qu'il demandera à d'autres de travailler toujours plus, et nous saurons que ce gouvernement sera de droite, et qu'il n'y aura que des discours à en attendre.

Ou bien, comme le proposent les candidats du P.S.U. et parmi eux Pierre MENDES-FRANCE, ce gouvernement prendra publiquement des engagements pour réaliser, suivant un calendrier public lui aussi, une réforme de la fiscalité, pour résoudre la crise du logement, pour faire disparaître le chômage, accélérer le rythme d'expansion en diminuant la durée de travail, ce que les progrès de la technique rendent aujourd'hui possible.

Alors, nous aurons un gouvernement de gauche, dont la tâche sera votre avenir.

Si vous voulez donner à la France un gouvernement qui dira au pays la vérité, travaillera à établir la justice, sera conscient de sa responsabilité, vous voterez Jean-Marie FAIVRE.



Jean-Marie
F A I V R E

30 ans, professeur ; ancien secrétaire national du syndicat étudiant ; animateur de la Commission économique régionale, secrétaire fédéral et membre du comité politique national du P.S.U.

Son suppléant : **Valère SNIECINSKI,** *39 ans, mécanicien auto, syndicaliste ; président d'une Maison d'accueil de jeunes travailleurs, et administrateur d'une Caisse nationale de retraite.*

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967 - DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU NORD

Vu : Les Candidats

PSU Jean-Marie FAIVRE PSU PSU Jean-Marie FAIVRE PSU PSU

UNE LEGISLATURE, UN GOUVERNEMENT, UN PLAN.

La tâche qu'aura à accomplir un gouvernement de gauche est si ample que doit être assurée la stabilité gouvernementale en même temps que la démocratie. C'est pourquoi le P.S.U. propose un gouvernement de législature, appuyé sur une assemblée disposant de pouvoirs réels, mais qui est renvoyée devant les électeurs, si elle renverse le gouvernement.

En votant pour les candidats du **P.S.U.**, les électeurs voudront que la gauche s'engage par un contrat de gouvernement valable pour toute la législature, à réaliser selon un calendrier fixé, les changements décisifs pour construire la démocratie dans ce pays, y mettre l'économie au service du peuple, et mener une politique de paix par la coopération internationale.

CONSTRUIRE LA DEMOCRATIE.

Création d'une assemblée économique où les travailleurs seront représentés selon leur importance numérique dans la Nation, reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, développement du rôle des comités d'entreprise, accroissement du rôle de gestion pour les travailleurs du secteur public ; renforcement des communes, et création de comités de quartier, lien entre les citoyens et les municipalités, d'assemblées élues pour la gestion des grandes agglomérations dépassant le cadre communal, d'assemblées et d'organismes économiques régionaux élus ; réforme fiscale rendant plus équitable la répartition des charges, soulageant les revenus modestes, fournissant aux communes des ressources accrues.

La démocratie exige aussi une équitable répartition du revenu national : majoration des bas salaires, rattrapage de ceux du secteur public, retour progressif aux 40 heures, retraite à 60 ans ; reconnaissance du droit au logement, loyer proportionnel aux ressources ; mise en œuvre d'une audacieuse politique d'équipements collectifs : écoles, hôpitaux, transports, etc...

ACCELERER L'EXPANSION.

Pour produire les richesses nécessaires à la réalisation de ces objectifs, il faut accélérer l'expansion, selon des plans nationaux et régionaux fondés sur le plein-emploi et la mobilisation de toutes les ressources. L'exécution de ces plans, confiée à un Ministère du Plan, exigera des réformes de structure et l'extension du secteur public.

Le plein-emploi sera rendu possible par une active politique de formation professionnelle et par l'effort d'équipement productif entrepris ; les travailleurs changeant de qualification ou d'industrie, seront considérés non comme victimes, mais comme artisans du progrès.

UNE SOCIETE AU SERVICE DE L'HOMME.

Augmenter la production pour accroître les biens disponibles ne suffit pas : il faut construire une société fondée sur le respect de l'homme.

C'est pourquoi nous voulons créer un Service National de Santé offrant à chacun une médecine de qualité, reconnaître aux femmes l'égalité totale, leur donner le droit effectif d'avoir les enfants qu'elles veulent et quand elles les veulent, développer la solidarité nationale envers les « oubliés de l'expansion » et tous les déshérités.

C'est pourquoi nous voulons la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, dans un enseignement de qualité ; l'intégration de tous les établissements et maîtres qualifiés dans un Service National d'Enseignement unique et donc laïque ; une politique de la jeunesse appuyée sur les organisations de jeunes et définie en association avec elles.

LA COOPERATION INTERNATIONALE.

Pour assurer l'indépendance vis-à-vis des blocs, et travailler à la paix, il ne suffit pas de faire des discours : il faut accepter une discipline internationale, renoncer à la force de frappe, participer aux conférences de désarmement.

Il faut construire en Europe une organisation politique et économique ouverte à l'Angleterre et aux pays de l'Est, capable de résister à l'hégémonie américaine, d'agir efficacement pour la paix, solidairement avec le tiers-monde, car c'est pour nous un devoir de justice d'en aider le développement.

Le P.S.U. veut être le parti de votre avenir.
Cet avenir, ce ne peut être un retour à la situation d'avant le 13 mai 1958. Ce ne peut être non plus le système gaulliste, qui repose sur le prestige déclinant d'un seul homme, sur la propagande, sur l'affairisme du parti au pouvoir.

Le P.S.U. pourrait se cacher derrière de grands noms, nombreux dans ses rangs. Mais il respecte votre volonté d'être un citoyen responsable, et il vous expose les principaux choix qu'il a faits, dans le but de faciliter les vôtres : car c'est à vous de décider de votre avenir.

DURANT, Lille.